

Répondre aux besoins critiques de VSBG exacerbés par la COVID-19 dans les communautés de Kayes

Projet soumis au Département Transitional Development and Governance Unit (D5.2) par Plan International Belgique le 7 septembre 2020

« Avant d’entamer ces étapes administratives nous aimerions obtenir quelques éclaircissements.

- Approfondir le cadre logique de la proposition de projet

La version complète du cadre logique est annexée.

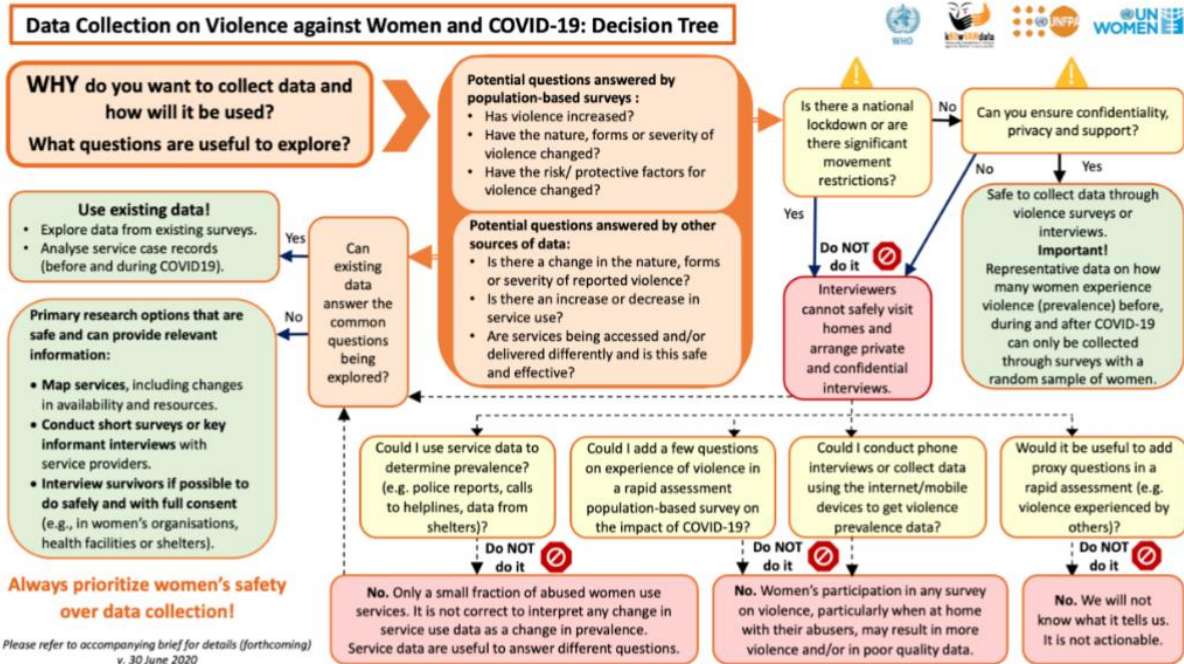
- en fournissant des indicateurs de baseline représentatifs

Les valeurs de baseline présentées dans le cadre logique sont estimatives (il s’agit d’hypothèses) qui seront vérifiées lors de l’enquête de baseline, menée lors des deux premiers mois du projet. En effet, la collecte de données dans une phase de préparation (pré-projet) est rare, puisque les mécanismes de référencement ne sont pas encore finalisés, la formation des staffs est encore en cours et les analyses de risques approfondies ne sont pas encore mises en place. Dès lors, une collecte de données dans un tel contexte ne respecterait pas les conditions nécessaires listées dans les arbres de décision mis en place par les groupes de travail inter-agences ci-dessous.

Par ailleurs, la disponibilité des données secondaires est limitée pour estimer les valeurs de baseline des indicateurs liés aux VSBG dans la zone d’intervention. Ainsi, les niveaux de prévalence des VSBG existent actuellement au niveau national et régional (*Demographic and Health Survey, 2018*) mais elles ne sont pas disponibles au niveau des communautés ciblées par la mise en œuvre du projet et ne prennent pas en compte les récentes évolutions liées au contexte de COVID19.

L’enquête de baseline est prévue sous le chapitre C5.1 du budget (8,400€). Plan Belgique partagera les termes de référence de cette enquête avec D5.2 au préalable. Les outils (questionnaires, échelles, vignettes pour focus group discussions) seront adaptés depuis une bibliothèque d’outils et contextualisés.

Cette contextualisation est essentielle, puisqu’il s’agit de collecter des données soit auprès de survivant-es de VSBG, soit de collecter des données liées aux attitudes et aux pratiques des communautés vis-à-vis des VSBG, alors mêmes que les auteurs de VSBG sont en majorité au sein des communautés. Par ailleurs, la collecte de ces données est sensible de par son contenu. Lors des collectes, les organisations doivent prendre en compte systématiquement que l’expérience de VSBG est sous-rapportée et que donc la prévalence de VSBG est sous-estimée par les personnes en charge de collecter les données. Afin de ne faire courir aucun risque aux survivant-es de VSBG (*Do no harm*), une *desk review* sera menée afin d’identifier les gaps de données existantes pour prioriser les collectes de données. Les données collectées auprès des bénéficiaires et des membres des communautés seront restreintes aux données essentielles qui ne sont pas couvertes par d’autres sources d’information. Ces données primaires seront basées sur une analyse de risques approfondie qui sera menée en amont de la baseline.



- Au niveau budgétaire, une légère modification est nécessaire, en effet, les frais de structures peuvent s'élever à 7% des coûts directs du projet. Si le budget global du projet reste 1million d'euros les frais de structure ne peuvent dépasser 65.420,5 euro.

Nous avons adapté le budget du projet pour l'aligner avec les exigences de 7% des coûts directs ; la correction nous amène à transférer 4,580€ des coûts de structure des coûts de structure vers l'appui technique donné par notre spécialiste protection pour soutenir l'équipe sur le terrain.

Cet ajustement est reflété dans le budget mis à jour ci-dessous.

Reference	Budget lines	TOTAL (EUR)	Répartition par résultat			AN1 In Eur	AN2 In Eur
			R1	R2	R3		
A	Equipments	25,020.92 €	8,340.31 €	8,340.31 €	8,340.31 €	25,020.92 €	0.00 €
A1	Equipement bureau Kita	16,998.07 €	5,666.02 €	5,666.02 €	5,666.02 €	16,998.07 €	0.00 €
A1.1	Ordinateurs - Kita	5,107.04	1,702.35	1,702.35	1,702.35	5,107.04	-
A1.2	Imprimante - Kita	457.35	152.45	152.45	152.45	457.35	-
A1.3	Moto - Kita	11,433.68	3,811.23	3,811.23	3,811.23	11,433.68	-
A2	Office equipment Bamako	8,022.85 €	2,674.28 €	2,674.28 €	2,674.28 €	8,022.85 €	0.00 €
A3.1	Scanner multi fonction - Bamako	2,286.74	762.25	762.25	762.25	2,286.74	-
A3.2	Video Projector - Bamako	743.41	247.80	247.80	247.80	743.41	-
A3.3	Imprimante - Bamako	724.13	241.38	241.38	241.38	724.13	-
A3.4	Photocopieur - Bamako	2,286.74	762.25	762.25	762.25	2,286.74	-
A3.5	Ordinateur portable - Bamako	990.92	330.31	330.31	330.31	990.92	-
A3.6	GPS - Bamako	533.57	177.86	177.86	177.86	533.57	-
A3.7	VSAT urgence - Bamako	457.35	152.45	152.45	152.45	457.35	-
B	Human Resources	371,443.61 €	123,814.54 €	123,814.54 €	123,814.54 €	185,721.80 €	185,721.80 €
B1	Local staff	346,599.27 €	115,533.09 €	115,533.09 €	115,533.09 €	173,299.63 €	173,299.63 €
B1.1	Programme Staff	346,599.27	115,533.09	115,533.09	115,533.09	173,299.63	173,299.63
B2	Expatriates staff	24,844.34 €	8,281.45 €	8,281.45 €	8,281.45 €	12,422.17 €	12,422.17 €
B2.1	Programme Staff	24,844.34	8,281.45	8,281.45	8,281.45	12,422.17	12,422.17
C	Running Costs	42,814.98 €	14,271.66 €	14,271.66 €	14,271.66 €	21,407.49 €	21,407.49 €
C1	Running costs of vehicles	567.52 €	189.17 €	189.17 €	189.17 €	283.76 €	283.76 €
C2	Travel costs	14,748.06 €	4,916.02 €	4,916.02 €	4,916.02 €	7,374.03 €	7,374.03 €
C2.1	International travel costs	5,220.00	1,740.00	1,740.00	1,740.00	2,610.00	2,610.00
C2.2	National travel costs	9,528.06	3,176.02	3,176.02	3,176.02	4,764.03	4,764.03
C3	Communication & visibility	302.56 €	100.85 €	100.85 €	100.85 €	151.28 €	151.28 €
C3.2	Telephones staffs - Bamako	302.56	100.85	100.85	100.85	151.28	151.28
C4	Buildings: rents and utilities	1,266.83 €	422.28 €	422.28 €	422.28 €	633.42 €	633.42 €
C4.1	Office utilities (water, electricity) - Bamako	1,102.19	367.40	367.40	367.40	551.09	551.09
C4.2	Office & General Supplies - Bamako	164.64	54.88	54.88	54.88	82.32	82.32
C5	External services	25,930.00 €	8,643.33 €	8,643.33 €	8,643.33 €	12,965.00 €	12,965.00 €
C5.1	External Baseline study	8,400.00	2,800.00	2,800.00	2,800.00	8,400.00	-
C5.2	External final audit	6,860.00	2,286.67	2,286.67	2,286.67	-	6,860.00
C5.3	External final evaluation	10,670.00	3,556.67	3,556.67	3,556.67	-	10,670.00
D	Autres activités transversales à tous les résultats	5,000.00 €	1,666.67 €	1,666.67 €	1,666.67 €	2,500.00 €	2,500.00 €
D1	Startup Workshop	2,500.00 €	833.33 €	833.33 €	833.33 €	2,500.00 €	2,500.00 €
D2	Closure du Workshop	2,500.00 €	833.33 €	833.33 €	833.33 €	2,500.00 €	2,500.00 €
R	Other operational costs / Activities	490,299.94 €	163,433.31 €	163,433.31 €	163,433.31 €	245,149.97 €	245,149.97 €
R1	Les filles, les femmes, les garçons et les hommes, et leurs structures communautaires des zones d'intervention disposent de capacités renforcées pour la prévention des VSBG et les risques liés au C19 - R1	195,642.24 €	195,642.24 €			97,821.12 €	97,821.12 €
R1-A1	Renforcement des capacités et mise en place d'actions de protection communautaires	62,809.00	62,809.00			31,404.50	31,404.50
R1-A2	Conception et mise en œuvre d'actions sensibles au genre et à l'âge pour prévenir les VSBG dans les communautés ciblées	132,833.25	132,833.25			66,416.62	66,416.62
R2	Les services de prise en charge des survivantes de VSBG bénéficient d'un appui technique pour une prise en charge holistique, de qualité, confidentielle, et non-stigmatisante des cas.	106,482.71 €		106,482.71 €		53,241.36 €	53,241.36 €
R2-A1	Renforcement des capacités des acteurs de première ligne en matière de réponse VSBG	25,306.54		8,435.51		12,653.27	12,653.27
R2-A2	Doter et appuyer les structures de prise en charge et promouvoir leurs capacités	81,176.17		27,058.72		40,588.09	40,588.09
R3	Les survivantes de VSBG et les personnes à risque de VSBG disposent des capacités nécessaires pour assurer leur propre protection notamment contre les VSBG.	188,174.98 €			188,174.98 €	94,087.49 €	94,087.49 €
R3-A1	Soutenir les survivant-es de VSBG et personnes à risque via un package de services et de référencement sensibles au genre et à l'âge	115,612.18			115,612.18	57,806.09	57,806.09
R3-A2	Mettre en place et appuyer des espaces de dialogues et de participation des survivant-es, adolescentes et jeunes femmes à risque	72,562.81			72,562.81	36,281.40	36,281.40
Total direct costs		934,579.44 €	343,735.41 €	254,575.88 €	336,268.15 €	479,800	454,779
Indirect costs		65,420.56 €					
Total eligible costs		1,000,000.00 €					

- Grille d'analyse de risque plus développée (risques principaux, probabilité d'émergence du risque, importance de l'impact du risque sur les résultats du projet et moyens de mitigation des risques).

Type de risque	Risque	Probabilité (H / M / L)	Impact (H / M / L)	Mesure de mitigation
Sécuritaire et météorologique	Inondations : zone d'intervention non accessible et perte importante des biens et matériels pour les communautés, perte de revenus des familles : limitation de l'accès aux zones de mise en œuvre et rupture de la chaîne d'approvisionnement, avec pour conséquence la suspension temporaire des activités.	M	M	<ul style="list-style-type: none"> • Influencer les collectivités pour la prise en compte dans les PDSEC des actions de prévention des risques de catastrophes. • Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des plans de contingence au niveau région et cercles. • Responsabiliser davantage les acteurs communautaires pour la réalisation des activités
	Instabilité politique : le Mali a connu un coup d'Etat le 18 Aout 2020 et un gouvernement de transition pour 18 mois est mis en place depuis le 05 Octobre 2020), tensions pré-électorales et crise post-électorale (en 2022)	M	M	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre l'accent sur le respect des principes humanitaires par l'ensemble des équipes projet (neutralité, impartialité, indépendance opérationnelle, humanité). • Reporter les activités de rassemblement de masse et utiliser davantage les radios pour les sensibilisations • Communiquer sur les valeurs de Plan en tant qu'organisation humanitaire (neutralité, impartialité, indépendance opérationnelle et humanité) à chaque activité avec les communautés
	Crise au Sahel : Kayes est affectée par des déplacements de populations (personnes déplacées internes, réfugiés, rapatriés) qui exacerbent les besoins des populations et les facteurs de risque VSBG	L	H	<ul style="list-style-type: none"> • Suivi de l'évolution de la situation avec les groupes de travail et les points focaux des agences des Nations Unies et des clusters protection • Etablir un calendrier roulant pour les distributions pour répondre de manière agile aux besoins émergeant en cas de déplacements de population
	Augmentation des attaques (groupe armés djihadistes ou bandits armés) sur l'axe Bamako-Kita : <ul style="list-style-type: none"> - Risques d'agressions au cours des activités nécessitant un rassemblement (communautés prises pour cibles) et risques pour le personnel (supervision de l'équipe de gestion du projet ou des animateurs et animatrices communautaires des ONG de mise en œuvre) - Risque pour le personnel à cause de l'insécurité dans la région (supervision ou activité des animateurs) - Risque d'agression au cours des activités nécessitant un rassemblement (durant ou après 	L	H	<ul style="list-style-type: none"> • Baser l'équipe de mise en œuvre à Kita • Faire une revue de la situation sécuritaire avec les points focaux de Bamako et Kita avant chaque déplacement ; • Révision des procédures opérationnelles standards (SOPs) de manière régulière, en fonction des évolutions du contexte (notamment sur les horaires de déplacements). Briefer les partenaires sur les SOPs de Plan International Mali et les faire respecter. • Le responsable de la sûreté et de la sécurité de Plan maintient sa participation dans les différents forums sur la sécurité • Faire un planning des activités et le communiquer aux communautés • Cascader les principes et SOPs en matière sécuritaire aux partenaires de mise en œuvre. • Mettre en place des moyens de communication adéquats pour les animateurs et animatrices, et renforcer le réseau de communication (Alerte précoce) déjà établi entre les différents acteurs impliqués

	l'activité sur le chemin quand les participants rentrent chez eux)			<ul style="list-style-type: none"> • Varier les lieux de tenue des activités.
COVID-19	Restriction de mouvements : Les cas de COVID19 augmentent de manière exponentielle et toutes les frontières sont fermées ; interdiction de circulation d'une région à l'autre du Mali. Aucune activité de regroupement n'est autorisé. Les processus de recrutement en début de projet sont ralentis	L	H	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabiliser les acteurs communautaires pour la réalisation des activités ne nécessitant pas de regroupement • Reporter les activités de rassemblement de masse et utiliser davantage les radios et les moyens virtuels pour les sensibilisations • Plan Mali anticipe les besoins de staffing et se base sur un roster de staff humanitaire • Plan Mali capitalise sur les mesures de précaution mises en place depuis le début de la pandémie dans le cadre de son plan de réponse d'urgence.
	Restrictions de regroupements : Les cas de COVID19 augmentent, le couvre-feu est instauré et une interdiction de regroupement de plus de 30 personnes est mise en place.	M	M	<ul style="list-style-type: none"> • Reporter les activités de rassemblement de masse et utiliser davantage les radios et les moyens virtuels pour les sensibilisations • Réduire les déplacements vers les communautés • Réadapter les stratégies d'intervention avec moins de participants par session pour les formations ainsi que respect strict des mesures barrières • Multiplier les messages de sensibilisation COVID-19 • Equiper les staffs et volontaires de kits (masques, gel, savons) pour toutes les activités menées.
	Conséquences à l'international : Fermeture des frontières, restrictions commerciales, fluctuation des prix des carburants et des produits de base, rupture temporaire de la chaîne d'approvisionnement, fermeture des grands centres, affectant la capacité de Plan, des partenaires et des fournisseurs de services.	L	M	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration avec d'autres ONG engagées sur la réponse COVID19 pour passer des appels d'offres, marchés de manière collective • Constituer des stocks de contingence • Passer des appels d'offre via des marchés locaux dans la mesure du possible.
	Circulation du virus : Les activités mises en place participent à l'augmentation des cas de COVID-19, en raison des regroupements et des mouvements de populations pour participer aux activités, accéder aux services de prise en charge ou aux services de DSSR	L	M	<ul style="list-style-type: none"> • Plan met en place et réalise le suivi de l'application de gestes barrières pour toutes les activités auprès des communautés. • Limiter les regroupements en fonction des mesures mises en place par le gouvernement • Equiper les staffs et volontaires de kits (masques, gel, savons) pour toutes les activités menées. • Réaliser une analyse rapide des risques avant la mise en place des activités.
Safeguarding / PSEA	L'engagement des enfants, adolescent-es, jeunes, adultes bénéficiaires, leurs communautés et d'autres acteurs-clés peut les exposer à des risques	L	H	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les actions de sensibilisation pour le changement de comportement dans les communautés

	de safeguarding, étant des cibles au sein de leur communauté.			<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place, disséminer et communiquer à propos des mécanismes de feedbacks et de plaintes. Les mécanismes de feedback intègrent également des outils pour rechercher ce feedback de manière active, adaptée au genre et à l'âge des bénéficiaires.
	Incident lié au Safeguarding impliquant le staff de Plan, du partenaire de mise en œuvre et/ou d'autres parties prenantes directement liés au projet. La distribution des biens non-alimentaires (kits de dignité) et la provision de services directs auprès des bénéficiaires peut entraîner une augmentation des risques d'exploitation et d'abus sexuels (SEA) et stigmatisation. Les cas de SEA entraînent une prise en charge immédiate des survivantes et automatiquement une perte de confiance des bénéficiaires dans l'action de Plan. Bouleversement de l'environnement de travail et de la mise en œuvre des activités du projet, potentielle perte (renvoi par l'employeur) de staff et atteinte à la confiance/ réputation de l'organisation par les bénéficiaires et ses partenaires.	L	H	<ul style="list-style-type: none"> Appliquer la règle de « tolérance zéro » envers les brèches de safeguarding : Plan prendra les dispositions pour assurer la signature de la politique de sauvegarde par tous ses staffs et ceux du partenaire de mise en œuvre ainsi que la formation de ces derniers sur la politique. Tous les staffs, volontaires et partenaires sont formé-es à la protection contre l'abus et l'exploitation sexuel (SEA) et une politique de safeguarding active pour identifier et rapport les cas sont mis en place à travers toute la réponse. Désigner des points focaux, disséminer la politique de sauvegarde dans les différentes rencontres avec les bénéficiaires ainsi que la politique « <i>wistle blowing</i> » et le numéro d'appel anonyme pour faciliter les plaintes. Informers les communautés au préalable sur les distributions. Renforcer les capacités des points focaux Safeguarding, notamment sur le PSEA et sensibilisation des équipes de mise en œuvre sur la politique de redevabilité. Assurer que les survivant-es aient la connaissance des mécanismes de feedback et de safeguarding et protection contre les SEA. Former tous les acteurs clés et parties prenantes sur les mesures de Safeguarding en place et des canaux de rapportage d'incidents. Maintenir et renforcer le système de rapportage des allégations d'abus ou de maltraitance d'enfants et de jeunes ainsi le mécanisme de feedback et de plainte.
GBV	Le risque d'augmentation de VSBG sur les filles et femmes participantes au projet par leur partenaire ou autres membres de leur famille en raison de l'augmentation de leurs revenus grâce aux appuis AGR du projet.	M	H	<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser davantage sur les stratégies de mise en œuvre du projet, impliquer les communautés pour assurer aux bénéficiaires la mise en place d'un <i>enabling environment</i>. Développer les compétences de vie auprès des filles/femmes bénéficiaires pour une meilleure gestion des AGR et des bénéfices de ces dernières
	Les survivantes des VSBG soutenues par le projet sont victimes de représailles dans la communauté. Risque d'intimidation de l'équipe projet par les auteurs de VBG	M	M	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les actions de sensibilisation pour le changement de comportement dans les communautés Renforcer les capacités des fournisseurs de services et des services de base en matière de prise en charge de qualité, confidentielle et <i>survivor-centered</i>. Renforcer l'implication des centres de santé comme fournisseurs de services au cœur de la prise en charge, en tant qu'acteur du circuit de référencement permettant une prise en charge confidentielle et non-stigmatisante. Former les acteurs communautaires, organisés au niveau des espaces sûrs, qui ont un rôle d'identification et de référencement, à la prise en charge confidentielle et <i>survivor-</i>

				<p><i>centered</i>, dans le respect et la dignité des personnes. L'équipe projet sera largement impliquée dans le renforcement de capacités et appuiera facilitation de cet accompagnement des communautés elles-mêmes au profit de la survivante.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faire de la confidentialité de la gestion de cas un principe fondateur. • Communiquer sur les valeurs de Plan en tant qu'organisation humanitaire (neutralité, impartialité, indépendance opérationnelle et humanité) à chaque activité avec les communautés
	La non adhésion des communautés ciblées en raison de la sensibilité de la thématique : tabou social, refus de disponibiliser des espaces sûrs, non-participation aux échanges.	L	M	<ul style="list-style-type: none"> • Faire des sessions d'introduction du projet avec les autorités locales et coutumières ainsi que les services techniques afin de trouver ensemble la bonne stratégie d'entrée dans les communautés • Faire des assemblées générales d'introduction du projet dans la communauté avec les autorités et services techniques • Multiplier les messages de sensibilisation radios sur les VSBG en période d'urgence